

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 2025

L'an deux mille vingt-cinq le 6 février à 18 H 00, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans la Salle des Fêtes – Rue du Général Leclerc à FRIGNICOURT, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 31 janvier 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, LONCLAS (jusqu'à 19h55), FORMET, Mme PARNISARI (jusqu'à 19h15), MM. FORTIN, DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), MM. DELCOMBEL, MATHIEU, Mme FELICETTI, M. DESCHAMPS, Mme ROYER (suppléante de M. COLLOT), MM. ARVOIS (suppléant de Mme ARMANETTI), PETIT (suppléant de M. MALOU), MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, Mme LOISEAU (suppléante de Mme GEOFFROY), MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS (à partir de 18h25), BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. TINDILLIÈRE, GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. FONTAINE, ROCH, Mmes SERRE, BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mme PARIS, M. EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : MM. VEBER, THIÉBAULT, CASTAGNA, DESANLIS, Mme KARCENTY, MM. MOULIN, COQUIN, BONETTI, Mmes COLLIN, COLSON, MM. HMISSI, CARDOSO, Mmes GOUILLY, BERTIN, MM. TRIOLET, ERRE.

Absents : MM. NICOULEAUD, LANTERNAT, DUCHÊNE, Mmes MUNSTER, GOLLÈS,

13 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. FORTIN (à partir de 19h55),
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MATHIEU (à partir de 19h15),
- ✓ M. VEBER, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. DHYÈVRE,
- ✓ M. DESANLIS donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. GERARD,
- ✓ M. MOULIN, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MAUTRAIT,
- ✓ M. BONETTI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. GAUMONT,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme GOUILLY donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à M. ROCH.

Secrétaire de séance : Monsieur Thierry MOUTON.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE
MODIFICATION DES STATUTS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
PRISE DE COMPÉTENCE « CONTRIBUTION À LA GESTION
ET À LA PRÉSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU »

Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre FORMET

La Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER est compétente en matière d'eau et d'assainissement sur son territoire. En tant que Personnes Responsables de la Production et Distribution de l'Eau (P.R.P.D.E.), la Communauté de communes a pour mission de protéger de manière durable la ressource en eau, afin de fournir une eau de qualité à sa population.

La compétence « contribution à la gestion et à la préservation de la ressource en eau » s'applique de facto aux captages dits "prioritaires", ceux présentant des problématiques de qualité de l'eau, parmi lesquels on retrouve la liste suivante : les captages de Blacy « village », Corbeil-Bréban, Chapelaine, Courdemanges, Huiron, Humbauville, Les Rivières Henruel, Margerie-Hancourt, Sompuis, Somsois et Songy.

Face aux enjeux du changement climatique et aux évolutions attendues de la qualité de l'eau, il apparaît cohérent d'élargir cette compétence à l'ensemble des captages.

Cependant, cette compétence « contribution à la gestion et à la préservation de la ressource en eau » n'apparaissant pas formellement dans les statuts en vigueur de la Communauté de communes, il est nécessaire de procéder à leur modification.

Après vote de l'assemblée délibérante, la délibération est ensuite notifiée aux communes, lesquelles devront se prononcer dans un délai de 3 mois. Cette nouvelle compétence doit recueillir l'avis favorable de deux tiers des communes représentant la moitié de la population ou de la moitié des communes représentant les deux tiers de la population, ainsi que de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2334-32 à L.2334-39, L.2334-42 et articles R. 2334-19 à R.2334-35,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté du 29 janvier 2025,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir : —

1°/ émettre un avis favorable à la prise de compétence « contribution à la gestion et à la préservation de la ressource en eau » dont l'objectif étant de poursuivre la mise en œuvre de la stratégie visant à contribuer au maintien ou à l'amélioration de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine via des documents structurants.

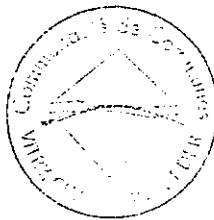
2°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant à notifier cette délibération aux communes membres ;

3°/ préciser que sans réponse des communes membres de la Communauté de communes dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la délibération, leur décision sera réputée favorable ;

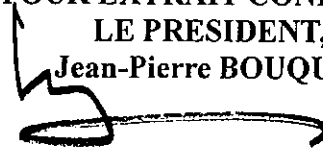
4°/ donner pouvoir à Monsieur le Président pour prendre toute mesure d'exécution liée à la mise en œuvre de la présente délibération.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil de Communauté.

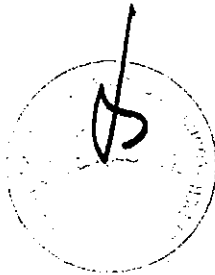
Le secrétaire de séance,
Thierry MOUTON



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 21 FEV. 2025
et de la publication le
ou de la notification du 21 FEV. 2025



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.